



COMMISSION DES AFFAIRES EUROPÉENNES



LE LIVRE BLANC EUROPEEN DE LA DEFENSE (20 mars 2025)

Le Livre blanc conjoint sur la préparation de la défense européenne à l'horizon 2030 (« *Joint White Paper for European Defence Readiness 2030* », communication conjointe de la Commission européenne et de la Haute Représentante publiée le 19 mars 2025, répond à un contexte marqué par une détérioration rapide et significative de la sécurité en Europe, notamment aggravé par l'agression militaire russe en Ukraine depuis 2022. Le document a pour objectif principal de remédier à plusieurs décennies de sous-investissement en matière de défense et de rétablir une posture de dissuasion crédible pour assurer la sécurité collective du continent.

La nécessité d'une remontée en puissance rapide

Un contexte stratégique défavorable

Le contexte géopolitique décrit dans le Livre blanc conjoint sur la défense européenne est marqué par une détérioration rapide et profonde de la sécurité en Europe. Depuis l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, l'Europe fait face à une guerre de haute intensité à ses frontières immédiates, entraînant des pertes humaines considérables, des déplacements massifs de populations et une destruction ciblée des infrastructures essentielles. Cette guerre a radicalement modifié la perception des menaces militaires sur le continent.

Par ailleurs, **l'ordre international issu de la fin de la Seconde guerre mondiale et de la guerre froide est en pleine recomposition**, avec une compétition stratégique accrue entre puissances. L'Europe voit son voisinage direct déstabilisé : tensions croissantes dans les Balkans occidentaux, influence russe en Géorgie, Moldavie ou Arménie, et instabilité permanente au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, zones affectées par les guerres, le terrorisme, les migrations et les effets du changement climatique.

L'Union européenne est par ailleurs confrontée à des **menaces hybrides nouvelles** : cyberattaques massives, désinformation à grande échelle, espionnage industriel, et instrumentalisation des migrations par certains acteurs hostiles. La Russie s'est dotée d'une économie de guerre intensive, dépensant jusqu'à 40 % de son budget fédéral pour ses forces armées, avec une posture nucléaire plus agressive, notamment *via* le déploiement d'armes nucléaires en Biélorussie. De son côté, **la Chine poursuit une montée en puissance militaire rapide et opaque**, avec des visées hégémoniques dans la région Indo-Pacifique, menaçant la stabilité de zones clés comme le détroit de Taïwan.

Enfin, **la relation avec les États-Unis est également en mutation** : bien qu'ils demeurent des alliés fondamentaux, les États-Unis réorientent leur attention stratégique vers l'Asie, **invitant les Européens à assumer davantage leur propre défense**. Face à ce contexte extrêmement volatil, l'Europe est contrainte de revoir sa stratégie de sécurité pour **combler les lacunes capacitaires et industrielles** accumulées durant plusieurs décennies de sous-investissement militaire. L'UE doit ainsi renforcer de façon urgente et coordonnée ses capacités de défense pour préserver son autonomie stratégique et assurer sa sécurité collective à long terme

Des besoins capacitaires urgents

Le Livre blanc identifie clairement plusieurs secteurs critiques où l'Europe affiche des **déficiences notables**, et qui doivent être traités en priorité pour restaurer la crédibilité de sa défense :

- la **défense aérienne et antimissile intégrée**, qui doit pouvoir répondre aux menaces complexes telles que les missiles balistiques, les systèmes hypersoniques et les drones ;
- l'**artillerie et les systèmes de frappe longue portée**, avec le double objectif de renforcer les capacités de frappe à distance et d'assurer un approvisionnement suffisant en munitions et missiles ;
- les **drones et systèmes anti-drones**, domaine dans lequel l'Europe doit développer une capacité autonome de surveillance et de riposte face aux nouvelles menaces ;
- la **mobilité militaire**, qui doit être renforcée grâce à des **investissements urgents** dans les infrastructures critiques pour permettre une circulation rapide et efficace des troupes et du matériel militaire à travers l'Europe, et à la **suppression les obstacles administratifs** existants ;
- l'**innovation technologique** qui nécessite le développement de capacités avancées en intelligence artificielle, technologies quantiques, guerre électronique et cybersécurité ;
- la **protection des infrastructures stratégiques**, notamment la sécurité des infrastructures critiques comme les réseaux logistiques, les systèmes de communication, ainsi que les capacités spatiales.

Des mesures visant à renforcer la sécurité du continent à court et moyen terme

Le Livre blanc propose une série de mesures visant à renforcer rapidement la sécurité du continent européen, notamment à travers la poursuite et l'accroissement du soutien à l'Ukraine et à travers la levée d'obstacles administratifs et réglementaires entravant actuellement la mobilisation des moyens dont l'Europe a besoin.

Un accroissement de la coopération avec l'Ukraine

Afin de faire face à la nécessité immédiate d'une poursuite du soutien à l'Ukraine, la Stratégie « *Porcupine* » prévoit une **augmentation substantielle du soutien militaire européen à l'Ukraine** afin d'assurer une défense durable de cette dernière face à la menace russe, même dans l'hypothèse d'une cessation prochaine des combats. Cette coopération inclut un approvisionnement annuel garanti d'au moins **deux millions d'obus d'artillerie**, la fourniture de systèmes avancés de défense aérienne et de drones, ainsi qu'un soutien actif au renforcement des capacités industrielles ukrainiennes dans ces domaines.

Par ailleurs, l'UE et ses États membres ont tout à gagner d'une coopération accrue avec l'Ukraine, dont l'expérience de la guerre de haute intensité est désormais unique en Europe. En particulier, l'industrie ukrainienne, reconnue pour son innovation rapide en temps de guerre, serait **intégrée aux projets européens** via le dispositif « SAFE » et le nouvel Instrument de soutien à l'Ukraine (*Ukraine Support Instrument*). Le Livre blanc prévoit en outre d'étendre les corridors de mobilité militaire jusqu'à l'Ukraine, facilitant ainsi le transport rapide des équipements militaires. Enfin, l'Ukraine serait associée aux programmes européens de recherche et développement technologique en matière de défense.

Des mesures de simplification réglementaire

La Commission prévoit de présenter d'ici juin 2025 le *Defence Omnibus*, acte législatif visant à **accélérer et simplifier les procédures d'achat et de production dans l'industrie européenne de défense**, réduisant ainsi les délais et les coûts. Les mesures incluront notamment l'accélération de l'octroi des permis de construire et d'environnement pour les projets industriels de défense, la reconnaissance mutuelle des certifications entre États membres, ainsi que la facilitation des transferts intra-européens de produits liés à la défense. Il est aussi prévu d'améliorer l'accès aux matières premières critiques et aux financements, en particulier pour les PME. Des dispositions sont également envisagées pour simplifier les procédures liées aux programmes européens de défense, réduire les délais de livraison, et sécuriser les échanges d'informations sensibles. L'ensemble de ces mesures vise à rendre l'industrie européenne de défense plus agile et réactive face à l'urgence stratégique.

Une série de mesures visera également à accroître la **mobilité militaire**, considérée comme un facteur essentiel de dissuasion et de réactivité. Il prévoit la création de quatre corridors multimodaux prioritaires (route, rail, mer, air) permettant le déploiement rapide et à grande échelle de troupes et de matériels à travers l'Union. Plus de 500 projets d'infrastructure critiques (ponts, tunnels, terminaux portuaires ou aéroportuaires) ont été identifiés pour des investissements urgents.

Cet objectif implique également de **simplifier les procédures administratives**, en harmonisant les règles douanières, logistiques et de circulation transfrontalière, qui peuvent entraîner des retards, tandis qu'un **accès prioritaire des forces armées aux réseaux de transport** est prévu. La Commission doit aussi présenter d'ici fin 2025 une communication conjointe, accompagnée de propositions législatives, pour lever les obstacles réglementaires persistants et garantir la disponibilité d'infrastructures duales adaptées aux besoins militaires.

Une montée en puissance à moyen terme

Le Livre blanc vise enfin à un véritable changement d'échelle de l'outil militaire européen dans la longue durée, à travers le renforcement de son industrie de défense ainsi qu'une série de mesures visant à accroître son financement à long terme.

Un renforcement de l'industrie européenne de défense

Le Livre blanc présente un ensemble de mesures ambitieuses pour renforcer l'industrie européenne de défense, jugée encore trop fragmentée, sous-dimensionnée et dépendante de fournisseurs extérieurs. Il s'agit de soutenir massivement la montée en puissance industrielle afin de produire rapidement, en quantité et à coût maîtrisé les équipements nécessaires à la défense européenne. La première priorité est de **garantir une visibilité et une prévisibilité aux industriels**, par des commandes publiques pluriannuelles, structurées autour de la commande groupée entre États membres. La création d'un mécanisme de ventes militaires européennes, à titre pilote, vise également à réduire les délais de livraison et à favoriser la disponibilité rapide de matériel européen.

Par ailleurs, l'Union européenne entend **sécuriser les chaînes d'approvisionnement en matières premières critiques et composants essentiels**, en favorisant leur production ou leur acquisition au sein de l'UE, ou via des mécanismes d'achat commun.

L'innovation joue également un rôle central. Le Livre blanc prévoit la publication en 2025 d'une feuille de route technologique sur les capacités duales (civiles et militaires), axée notamment sur l'IA, le quantique, les technologies avancées et la fabrication additive. Les instruments existants, comme le Fonds européen de la défense (FED), seront mobilisés pour accélérer le développement, l'expérimentation et l'intégration rapide de nouvelles technologies.

Les PME, start-up et acteurs émergents bénéficieront de dispositifs spécifiques, comme le fonds FAST (*Fund to Accelerate Defence Supply Chain Transformation*) et la simplification des règles d'accès aux programmes européens. Enfin, un effort particulier sera consacré à l'attractivité des métiers de la défense, avec des politiques ciblées de formation, de reconversion et de développement des compétences, en particulier dans les domaines technologiques avancés. L'ensemble de ces mesures vise à construire un marché intégré de la défense en Europe, capable de soutenir durablement l'autonomie stratégique de l'Union.

Des mesures visant à permettre une augmentation rapide des dépenses de défense

Faisant le constat d'une augmentation significative des dépenses militaires des États membres depuis 2022 (de 21 %), le Livre blanc préconise enfin la poursuite de cette trajectoire à travers une série de mesures visant à faciliter le financement de l'industrie de défense.

Doté de 150 milliards d'euros sous forme de prêts, **l'instrument financier SAFE** (*Security and Action for Europe*) vise à soutenir directement les investissements militaires conjoints entre États membres ainsi qu'entre États membres et certains États non membres. Il

peut ainsi être étendu aux États membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE), aux pays membres de l'Espace économique européen (EEE), ainsi qu'à l'Ukraine. **Le Royaume-Uni est implicitement exclu de ce dispositif.** SAFE vise à réaliser des économies d'échelle importantes tout en renforçant l'interopérabilité des systèmes militaires.

L'activation coordonnée de la clause dérogatoire nationale du Pacte de stabilité et de croissance doit permettre aux États membres de déroger temporairement aux règles budgétaires pour augmenter les dépenses de défense (jusqu'à 1,5 % du PIB supplémentaire). Cette mesure pourrait générer environ 800 milliards d'euros d'investissements sur quatre ans.

Une **flexibilité accrue des instruments existants de l'UE**, à l'occasion de la révision à mi-parcours des fonds de la politique de cohésion (2021-2027), devra permettre aux autorités nationales et régionales de réorienter volontairement une partie de ces fonds vers les priorités émergentes, notamment la défense.

Le **renforcement des contributions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI)** doit être obtenu par le doublement de la part de cette dernière de ses investissements annuels en matière de défense pour atteindre deux milliards d'euros par an, en élargissant ses critères d'éligibilité aux projets liés aux drones, à l'espace, à la cybersécurité, aux technologies quantiques, aux infrastructures militaires et à la protection civile.

Une **mobilisation plus importante du capital privé** doit d'abord être facilitée par la clarification réglementaire concernant l'application du règlement sur la publication d'informations en matière de finance durable (SFDR) pour mieux inclure les investissements dans le secteur de la défense.

La **création de nouveaux instruments financiers** doit permettre d'attirer davantage de capital privé vers l'industrie de défense, notamment via une meilleure garantie et réduction des risques liés aux investissements dans ce secteur. L'encouragement des investissements privés via la « *Savings and Investment Union* », visera à attirer des centaines de milliards d'euros supplémentaires par an vers des priorités européennes, incluant spécifiquement l'industrie de défense.